



[La Région Centre Val de Loire prépare le territoire au déconfinement](#)

En visio-conférence hier, le président de la Région Centre Val de Loire, François Bonneau avec ses vice-présidents présentaient après le discours mardi du Premier Ministre, les mesures en vigueur dès le 11 mai prochain pour sortir le territoire du confinement. Les volets abordés précisait le travail effectué autour des lycées dont il a la charge, du transport scolaire et interurbain et des enjeux économiques qui en découleront.

Malgré l'incertitude et l'imprécision de certaines mesures prises par l'Etat pour le déconfinement, la charge des collectivités territoriales sera un élément déterminant pour la sortie de crise. « *Un travail étroit avec l'Etat dès le début du confinement, notamment avec les services de la Préfecture*

de Région nous permet d'articuler les interventions de la Région en lien permanent avec les collectivités, agglos, intercommunalités et même les communes avec leur maire. Depuis maintenant 6 semaines, nous nous entretenons également très régulièrement avec chaque président de département pour répondre à un certain nombre de problématiques comme les équipements de protection, la défense des filières agricoles, le milieu scolaire ou la problématique des activités touristiques » souligne le Président de Région. Relever en somme les défis auxquels les territoires et les citoyens sont et vont être confrontés.

Le cas de la reprise des Lycées

Les lycées qui n'ont réellement pas de date de sortie, le télé-travail effectué depuis le 16 mars a plutôt bien fonctionné dans l'ensemble. « *Il faut souligner le travail remarquable des enseignants où il a fallu que les élèves comme les professeurs s'adaptent en très peu de temps, transformer des pratiques d'enseignement physique à des pratiques pédagogiques distancées* » se félicite Cathie Munsch-Masset, vice-présidente de la Région Centre Val-de-Loire en charge de la partie scolaire. La Région va proposer dans les jours qui viennent aux lycées et à l'Education Nationale des lieux en toute sécurité sanitaire pour des lycéens qui n'auraient pas assez accès à du matériel informatique ou à une connexion internet suffisante pour un télé-travail dans de bonnes conditions. Reste la problématique de cette période des orientations scolaires ou professionnelles qui ne se feront pas mais comme le précisait la vice-présidente il existe déjà des outils numériques ou des applications comme www.yeps.fr pour que le jeune ou la famille soit accompagné et que ses choix d'orientation ne se fassent pas dans la précipitation.

Le Transport scolaire et interurbain

Sur le volet des transports, deux grands axes : Le transport scolaire d'abord dont la Région assure la gratuité, il se fera avec des règles sanitaires à appliquer, d'un siège sur deux par exemple « *La rentrée étant très progressive, nous allons pouvoir nous adapter. Nous sommes là aussi en train de travailler avec les élus de tous les territoires, les entreprises de transport, les établissements scolaires et les associations de parents d'élèves. On s'adaptera à chaque spécificité. Nous sommes*

devant un chantier énorme » détaille Philippe Fournier, vice-président de la Région en charge des transports. Dès le 11 mai l'ensemble des lignes ferroviaires dont la Région à la charge devrait également rouvrir avec le renforcement de trains supplémentaires aux heures de pointes (6h30-9h30 et 16h30-19h) pour maintenir la consigne d'un siège sur deux. « Nous souhaitons aussi que cette reprise continue la lancée que nous avons amorcée, plus de transports communs et moins de voitures individuelles. Cette crise doit renforcer le réflexe du transport collectif car c'est l'avenir » expose en finalité Philippe Fournier.

L'économie au centre des préoccupations

L'autre enjeu de taille est la reprise économique et l'intervention de la Région qui se fera sur 3 axes. D'abord l'hyper mobilisation pour que les secteurs économiques aient tous les équipements individuels de protection avec la plateforme mise en ligne récemment où 130 entreprises proposent ce matériel equipements-protection-centre-valdeloire.fr. Une commande de 2 millions de masques a été effectuée également pour 1700 entreprises. Un autre axe concerne l'aide financière faite aux entreprises en lien avec l'Etat et les banques, près de 60 millions d'euros sont engagés pour aider le secteur économique fort impacté. Un fond dénommé « Renaissance » doté de 10 millions d'euros pour le redémarrage des entreprises. *« En prenant l'exemple d'un fleuriste ou d'un restaurateur. Après deux mois d'inactivité et avec une trésorerie qui a fondu comme neige au soleil, l'établissement aura besoin de se réapprovisionner et donc d'investir dans du stock, ce fond Renaissance servira à les accompagner »* souligne Harold Huwart, vice-président de la Région en charge de l'économie. Le 3^e axe de travail de la Région vise plutôt « le monde d'après » qui finalement se prépare dès maintenant avec la volonté de relocaliser les activités économiques dans notre Région. *« C'est fondamental en Centre Val-de-Loire pour une région où 20% du PIB proviennent de l'industrie, principalement des secteurs pharmaceutiques, cosmétiques, et de la sous-traitance automobile. Bousculées ces dernières années par le processus de délocalisation, c'est un enjeu majeur pour nos emplois et notre protection sociale. La volonté de la Région est d'accompagner ces grandes filières »* explique le vice-président.

Quant à l'activité touristique, la Région se mobilise et François Bonneau interpelle les services de

l'Etat correspondant pour une réouverture rapide des lieux avec toutes les mesures de sécurité.
« *Le tourisme dans notre région est un secteur également primordial. Le Zoo de Beauval, les Châteaux de la Loire, les circuits de la Loire à vélo et ses plus d'un millions d'utilisateurs en 2019, nous avons un tourisme de nature et de plein air. Nous avons demandé à Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat en charge du tourisme que chaque situation soit examinée de manière particulière avec l'autorité des préfets, au plus près des territoires pour un redémarrage le plus rapidement possible. La saison a débuté. Notre action est engagée également pour nos restaurateurs et hôteliers. Si toutes les conditions sont remplies, ils doivent être au centre des décisions. Nous plaidons pour que le Gouvernement puisse avoir très vite une appréciation très locale et particulière* » concluait François Bonneau.